



Femmes actrices dans l'espace public local ou comment construire l'égalité de fait ?

Promouvoir l'émancipation des femmes. Affirmer la nécessité d'une implication plus grande de celles-ci dans la sphère publique et politique. Soutenir l'idée qu'il est possible d'inventer une autre manière de penser la ville qui passe par le développement d'une plus grande mixité de décision... Pourquoi vouloir encore relever un tel défi ? L'égalité des droits sociaux et politiques n'est-elle pas déjà inscrite dans la loi ? Le droit de vote et la loi sur la parité n'ont-ils pas permis de régler la question de la place des femmes en politique ? En quoi la participation des femmes aux affaires publiques représente-t-elle un enjeu pour la démocratie ? S'agissant des politiques urbaines, en quoi et comment leur contribution peut-elle constituer une ressource pour le développement urbain ? La recherche-action Femmes et ville, réalisée en 2002 et 2003 dans les villes de Sarcelles, Garges-lès-Gonesse, Villiers-le-Bel et Gonesse à l'est du Val d'Oise (banlieue nord de Paris) a permis d'éclairer ces questions. Retour d'expériences, par Christine Bulot¹, Directrice du Pôle de ressources Ville et développement social du Val d'Oise.

UN BESOIN DE CONNAISSANCE ET DE PARTICIPATION LOCALE

L'histoire débute à l'initiative de trois associations : *le Pôle de ressources départemental ville et développement social*², *Accueil et culture*³ et *Du côté des femmes*⁴. En 2001, plusieurs questions se posent concernant les conditions de vie des femmes sur les quatre communes : les travailleurs sociaux pointent régulièrement des situations de violences conjugales et familiales et les structures de proximité s'interrogent sur les moyens d'agir pour changer la donne. L'avenir des jeunes filles est aussi une préoccupation. Outre les grossesses précoces qui sont nombreuses, une affaire de viol collectif est jugée dans un autre secteur du département et fait grand bruit dans la presse locale. Des rumeurs circulent, évoquant des situations similaires sur l'intercommunalité mais il semble impossible de les préciser. D'où la nécessité d'un diagnostic approfondi pour mieux cerner la réalité.

S'agissant de l'emploi, les difficultés auxquelles sont confrontées les femmes se manifestent avec acuité. Un cabinet d'études a diagnostiqué que l'emploi des femmes constituait un enjeu clé pour le développement de ce territoire. Or, malgré l'argumentation solide de ce rapport, aucune ville du secteur, pas plus que le contrat de ville intercommunal, ne se sont saisis du sujet. Dans le même temps, des habitantes actives dans des associations de quartier et des professionnelles intervenant à leurs côtés revendiquent depuis plusieurs années l'ouverture d'un espace

femmes dans la ville, mais ne parviennent pas obtenir les locaux et les financements leur permettant de faire aboutir ce projet.

Ainsi, entre le besoin de mieux connaître les conditions de vie réelles des femmes sur ce territoire et celui de susciter un changement dans l'approche des politiques publiques locales, l'idée émerge de lancer une démarche de diagnostic, en s'appuyant sur une mobilisation large des femmes elles-mêmes. C'est la genèse de la recherche-action.

DU SILENCE À LA PAROLE PUBLIQUE, LE PARI DE L'ACTION COLLECTIVE

Deux éléments clés fondent la démarche : la formation des habitants et l'effet de démultiplication induit par la méthodologie adoptée. Ici, l'idée consiste à former des habitantes et des professionnelles relais pour qu'elles animent elles-mêmes les groupes de diagnostic, qui seront alors ouverts plus largement à toutes les femmes désireuses de participer. Une formation aux méthodes d'enquête sociologique et d'écoute est donc proposée à une vingtaine de volontaires (habitantes et professionnelles). Cette formation est animée par la sociologue chargée d'accompagner le processus.

Les femmes volontaires partent ensuite en binôme ou trinôme pour constituer des groupes de diagnostic dans leur quartier. Neuf sont ainsi créés, réunissant au total quatre-vingt-six femmes. Des consignes précises ont été données : écouter, respecter la parole de chacune, noter de façon très précise ce qui est dit, relire d'une réunion à l'autre le compte rendu de la réunion précédente pour éventuellement l'amender et le valider collectivement... Au terme de cette première étape, des interviews individuelles d'hommes habitant le territoire, d'élus et de professionnels sont aussi réalisées par le groupe moteur. Puis, des temps d'analyse collective sont programmés.

Cette démarche permet, au fur et à mesure de l'étude des comptes rendus, d'amener les femmes des quartiers impliquées à poursuivre le débat collectif sur leurs conditions de vie en mettant en lien les multiples expressions surgies des réunions de diagnostic. Pour accompagner ce processus, la sociologue et l'équipe du Pôle de ressources alimentent régulièrement le groupe de connaissances plus générales : sur le territoire, les politiques urbaines, les conditions de vie des femmes en France et dans le monde... Dans cette expérience c'est le collectif de travail, et non le spécialiste, qui devient producteur du sens et élabore la synthèse qui donnera lieu à la restitution du diagnostic.

Deux journées de rencontres sont organisées pour restituer les résultats de la démarche. L'ensemble des femmes ayant participé aux groupes de discussion, les décideurs (élus locaux, préfet, sous-préfet chargé de la politique de la ville), institutions et associations diverses sont mobilisés, aux côtés des professionnels de proximité et des habitants du territoire. Deux-cent-quarante personnes sont présentes dont cent-quarante habitants. La presse est là. Une page entière du *Parisien* est consacrée aux femmes de l'est du Val d'Oise et à cette formidable mise en mouvement. En tribune, habitantes et professionnelles se succèdent pour rendre compte du travail réalisé et inviter les élus locaux et l'assemblée des participants à débattre des conditions de vie des femmes du territoire.

DE LA PRISE DE CONSCIENCE, À LA CONFIANCE ET LA RECONNAISSANCE RÉCIPROQUE

Au début, les femmes se trouvent embarquées dans l'aventure de façon très aléatoire. La mobilisation se développe par cercles concentriques. Des acteurs locaux, habitants-relais, associations de quartier, professionnels sont réunis et parlent du projet. Des volontaires acceptent de s'y engager. Chacun dans son réseau fait passer le message et invite d'autres à rejoindre la dynamique. Des femmes sont troublées au départ et se demandent où cela pourra les mener. Mais la confiance acquise dans les responsables associatifs ou les professionnels impliqués fait effet d'entraînement. Pour conjurer certaines peurs, elles se mobilisent à plusieurs, invitent des copines, des voisines... Petit à petit, **la logique du tam-tam, bien connue à Sarcelles, se déploie et fait boule de neige.** Des femmes de tous horizons se mobilisent, y compris celles n'ayant pas l'habitude de côtoyer les institutions. Cette prise de confiance résulte également de la réflexion collective conduite en amont entre le groupe moteur et la sociologue sur l'engagement de chacune et les conditions du travail ensemble.

Des femmes viennent parler de leur vie en se sentant très isolées, parfois même culpabilisées des situations difficiles qu'il leur revient d'affronter. Tout à coup, le partage et l'analyse collective les amènent à découvrir qu'elles ne sont pas seules à vivre de telles situations. Elles réalisent aussi toute l'énergie créatrice et les ressources personnelles et collectives que les unes et les autres déploient quotidiennement pour faire face. **Elles mettent des mots sur les manques, voire les incohérences des politiques publiques,** sur le contexte social, économique et politique qui entoure leurs conditions de vie. Elles se rendent compte que leur

situation est inscrite dans une histoire sociale, politique et économique qu'il est possible de changer. **Une prise de conscience faisant effet de « défatalisation », s'opère** et ouvre la voie à une formidable mobilisation.

La préparation de la grande rencontre de restitution du diagnostic est aussi productrice de reconnaissance. La mise en visibilité des vies des femmes et de leurs capacités créatrices les amènent à se reconnaître individuellement et collectivement, et à devenir actrices dans l'espace public. **Elles produisent ensemble de la connaissance utile pour les politiques urbaines** et deviennent, en tant que femmes, ressources pour la vie locale.

DES PROFESSIONNELS ACTEURS, PLUTÔT QU'AGENTS DES POLITIQUES PUBLIQUES

De même que les femmes choisissent de partir sans trop savoir où elles vont, les professionnels acceptent de ne pas tout maîtriser pour construire avec d'autres, en marchant. La prise de risque consiste à oser se placer en posture de recul dans la construction du sens qui sera donné à l'action, afin de laisser place à l'échange et à l'élaboration collective. Cette prise de recul se construit autour d'une présence confiante et d'une écoute active, concrète, sans relâche.

Les professionnels accompagnent la prise de parole des femmes, l'encouragent sans la confisquer ni l'occulter. Ils prennent le risque de soutenir le débat, la confrontation des points de vue, l'expression éventuelle du conflit, qui permettra de construire ensuite les possibilités de négociation locale et de changement.

Les professionnels concernés sont pour majorité d'entre eux salariés du secteur associatif. Ceux travaillant dans des services rattachés à de grandes institutions locales ou départementales sont absents. Pourquoi une telle situation ? **La question des temps de l'action, de la relation aux populations et de l'engagement** est au cœur de la démarche. Les marges de manœuvre, l'autonomie et les possibilités d'initiative que les professionnels s'accordent, ou dont ils disposent dans l'exercice de leur fonction, sont aussi déterminantes. Comment donc négocier, faire valoir auprès des institutions l'intérêt de tels engagements aux côtés des habitants ? Comment faire évoluer en même temps que les postures des professionnels, celles des institutions et des organisations qui en découlent ? Autant de questions qu'il est indispensable de travailler pour garantir le développement de pratiques participatives locales impliquant des femmes.

L'APPROCHE DE GENRE, LEVIER D'ACTION POUR RENOUVELER LES POLITIQUES URBAINES

En France, un leurre extraordinaire persiste, qui consiste à croire que l'aménagement urbain et les politiques de la ville sont neutres. En réalité, ce sont encore beaucoup les hommes qui ont le pouvoir en ce domaine (ingénieurs, urbanistes, architectes, élus politiques...). Or, leur vision et leur vécu de la ville sont bien différents de ceux des femmes. L'expérience concrète des femmes concernant l'espace urbain, leurs conditions et leurs rythmes de vie, les tâches quotidiennes qu'elles ont à assumer **influent sur leur regard et déterminent la spécificité de leur demande sociale.**

S'agissant de l'emploi, la plupart des politiques publiques locales n'abordent le sujet que du point de vue du développement économique et de l'implantation d'activité, ou de l'insertion professionnelle des populations. Parlant de ce sujet, **les femmes de l'est du Val d'Oise posent d'emblée une succession d'autres questions**, celles des modes de garde, de l'articulation des temps de vie, des relations de couple, des discriminations sexistes, des transports... autant de sujets qui ont pour elles, à la différence des hommes, un impact direct sur leur rapport au travail.

Parce que la responsabilité des enfants reste encore majoritairement une affaire de femmes, le manque ou l'inadéquation des réponses en matière de garde des enfants est terriblement pénalisant, dans un contexte d'emploi précaire, peu rémunérateur et/ou à horaires décalés. La question des transports ressort également massivement. On sait au niveau national que 65 % des usagers des transports publics sont des femmes. Dès qu'un manque d'équipements ou de structures se fait sentir en ce domaine, elles sont donc de fait touchées plus fortement.

« *On n'est pas sans métier, on a cent métiers* » disent les femmes de l'est du Val d'Oise, au sujet de leurs temps de vie, pour dire le cumul de tâches et responsabilités quotidiennes qu'il leur revient de porter. **Le rapport au temps est donc très important. Mais celui de l'espace et de l'aménagement urbain est également vécu de manière spécifique.** Les femmes bougent dans les quartiers, marchent beaucoup d'un lieu à l'autre de la ville pour se rendre à l'école de leurs enfants, rejoindre telle ou telle administration, faire les courses... Elles se déplacent souvent accompagnées, roulant une poussette, un cabas et/ou chargées de sacs. Comment s'étonner qu'elles soient plus sensibles à l'aménagement, à l'accessibilité des trottoirs, des bus, à l'environnement proche de leur logement ?

La parole des habitants d'une ville transporte du vécu, elle est faite de subjectif, d'émotionnel, de colère, d'incomplétude... Elle permet de penser la ville dans son mouvement, à partir de la vie, pas seulement de façon rationnelle... Quand les femmes s'en mêlent, à la subjectivité du vécu s'ajoute l'immersion de l'intime, du privé. Les femmes dans leur approche de la ville introduisent le corps. Alors que les politiques publiques ignorent généralement cette dimension, les femmes la revendiquent. Parlant de l'inadaptation des aménagements urbains, **elles dénoncent le stress, la fatigue, la difficulté à bouger.** Évoquant la qualité du logement ou la gestion urbaine, **elles soulignent les besoins de bien-être et la nécessité de la prévention en matière de santé.** Parlant de leur aspiration à participer aux décisions locales, elles revendiquent le plaisir. Livrant leur quotidien, elles témoignent de la difficulté d'articuler vie familiale et vie publique, et dénoncent les violences familiales et conjugales subies. Les féministes des années 70 affirmaient *le privé est politique*⁵ ! Les femmes, par leur approche de la ville le rappellent sans cesse. Comme leurs aînées, celles de 2004 laissent place à la subjectivité et au corps, ce faisant elles invitent à une approche remaniée des politiques urbaines. ■

Christine BULOT

1. Co-auteure avec D. Poggi, du livre *Droit de Cité pour les femmes*, Éditions de l'Atelier, Mars 2004.

2. Centre de ressources sur la politique de la ville du Val d'Oise, dont la mission est notamment de soutenir le renforcement des pratiques de développement social urbain, la qualification des acteurs de la politique de la ville et la capitalisation des savoirs et des expériences produites.

3. Une association qui propose des formations linguistiques, des actions socio-éducatives et joue un rôle de développement social dans le Grand ensemble de Sarcelles.

4. Une structure d'accueil et d'hébergement pour femmes victimes de violences conjugales.

5. C. Delphy, *L'ennemi principal*, Éditions Syllepse, 1997.